



Syndicat professionnel
des Producteurs,
Festivals, Ensembles,
Diffuseurs Indépendants
de Musique

Communiqué de presse - 13 février 2023

TEL UN CHÂTEAU DE CARTES...

Sans surprise, hélas, cette année 2023 débute de manière catastrophique.

Aux annonces du retrait partiel ou total de collectivités territoriales dans le **financement** d'adhérents de PROFEDIM (CNCM Grame, Orchestre des Champs-Élysées, etc.), s'ajoutent désormais les **annulations** de tournées ou de productions dans plusieurs opéras, voire des **fermetures** de plusieurs semaines.

La crise énergétique, l'inflation, l'effet ciseau créé par la stagnation des subventions, le choix politique - non concerté - d'allouer 220 millions d'euros au Pass Culture plutôt qu'aux missions structurantes artistiques et de relation directe au public, se paient aujourd'hui.

La Négociation Annuelle Obligatoire des salaires en cours est rendue quasiment impossible, bien que les demandes soient légitimes.

Il n'y a pas de miracle : l'équation budgétaire est définitivement insoluble pour tous les acteurs et actrices de la musique de création et de patrimoine.

Les budgets des collectivités territoriales déjà votés - dont la moitié voient le budget culture en fonctionnement diminuer - ou qui le seront dans les prochaines semaines vont accélérer la chute des dominos : les lieux de création et de diffusion vont rétrécir leurs projets et leurs saisons, les producteurs vont jongler entre baisses de subventions et annulations de concerts. Enfin, c'est l'emploi artistique et technique qui souffrira, qu'il soit intermittent ou permanent. Par ricochet, le public ne pourra que constater le resserrement des propositions artistiques : des formats d'œuvres et des esthétiques vont être invisibilisés.

Nous alertons sur ces mécanismes depuis plusieurs mois. Ils sont désormais une réalité. L'heure n'est plus aux constats mais à l'action.

Pour garantir l'exercice des missions de service public autour de la création et des droits culturels de nos concitoyens et concitoyennes, pour maintenir une offre culturelle diversifiée sur les territoires et pour assurer un maintien de l'emploi nous demandons :

- **un rééquilibrage du budget du ministère de la Culture** par redéploiement des crédits consacrés au Pass Culture pour compenser le besoin urgent de financement :
 - une augmentation significative des crédits de la création (Budget Opérationnel de Programme 131) à hauteur de 15%, soit +58M€ ;
 - le doublement immédiat du Plan Festival à hauteur de 20M€ ;
- **la réunion en urgence, dans toutes les régions, des COREPS** sur cet ordre du jour unique pour mettre en place des solutions concertées au plus près des territoires ;
- **le dépassement des clivages politiques entre collectivités territoriales et État** pour assurer la pérennité des structures culturelles et des équipes artistiques.

Soutenir avec détermination, comme nous l'avons salué, le secteur culturel pendant le COVID n'aura servi à rien si l'on regarde sans agir les acteurs publics de la musique de création et de patrimoine - labellisés ou non - s'écrouler aujourd'hui, tel un château de cartes.

Contact presse : Emeric Mathiou – emeric@agencearia.com – +33 (0)6 62 01 22 17